



AVIS D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES N°0010____/2025/IRS-AILCT

Relatif à la sélection de cabinets/bureaux d'études ou équipes de consultants pour la réalisation de trois (03) études en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Émetteur :

Institut de Recherche Stratégique (IRS)

[Table des matières](#)

1. INTRODUCTION ET OBJET GENERAL	3
2. DECOUPAGE EN LOTS.....	5
3. DUREE ET ZONE D'EXECUTION.....	8

4.	CONDITIONS DE PARTICIPATION	9
4.1.	Dispositions générales	9
4.2.	Conditions spécifiques au Lot 1	9
4.3.	Conditions spécifiques au Lot 2	10
4.4.	Conditions spécifiques au Lot 3	11
5.	CONTENU DES OFFRES	13
5.1.	L'Offre technique	13
5.2.	L'Offre financière	15
5.3.	Conformité et format de présentation	16
6.	GRILLE D'ÉVALUATION DES OFFRES	17
7.	MODALITES DE DEPOT DES OFFRES	19
7.1.	Transmission électronique	19
7.2.	Dépôt physique	19
7.3.	Délai et accusé de réception	20
8.	DISPOSITIONS FINALES	20

1. INTRODUCTION ET OBJET GENERAL

L'Institut de Recherche Stratégique (IRS) est une société savante au sein de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT). De portée régionale, il œuvre à la production et à la diffusion de savoirs scientifiques et opérationnels destinés à appuyer les politiques publiques en matière de lutte contre l'insécurité. Entre autres de son mandat, l'Institut a vocation à conduire, à mener des recherches appliquées qui s'inscrivent dans l'axe d'évaluations stratégiques et prospectives.

C'est dans cette perspective que l'AILCT, à travers son Institut de Recherche Stratégique, lance un appel d'offres, en vue du recrutement de bureaux d'études, de cabinets spécialisés ou d'équipes de consultants indépendants ou non qualifiés pour la réalisation de trois (03) études majeures, portant sur les thématiques de politiques de radicalisation, protection des jeunes garçons et filles dans les zones sous influence jihadiste, et de prise en charge des victimes du terrorisme.

Le présent appel d'offres vise à mobiliser des compétences pluridisciplinaires afin de produire des analyses rigoureuses, empiriquement fondées et stratégiquement orientées, susceptibles d'enrichir les cadres de décision nationaux et régionaux dans le domaine particulier de lutte contre l'extrémisme violent. L'ambition de ces études est de contribuer à la construction d'un socle de connaissances partagées entre les acteurs étatiques, les chercheurs, les organisations internationales et les communautés locales. L'objectif est de promouvoir des politiques publiques plus inclusives, efficaces et durables.

Les études attendues s'inscrivent dans une logique de recherche-action, alliant observation scientifique, collecte de terrain, entretiens avec les parties prenantes et formulation de recommandations opérationnelles. L'approche privilégiée sera à la fois comparative et contextuelle, permettant d'identifier les convergences et les spécificités des expériences africaines en matière de déradicalisation, de prévention de l'embrigadement des jeunes, et de réinsertion des victimes du terrorisme.

Au-delà de la production académique, les résultats de ces travaux devront servir à éclairer les choix stratégiques des décideurs publics et des institutions partenaires, tout en nourrissant la réflexion au sein des structures de formation et des centres de recherche régionaux. L'Institut de recherche stratégique entend, à travers cette initiative, renforcer la coopération scientifique et sécuritaire entre les pays de la sous-région et encourager la création d'un réseau africain d'expertise sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.

Ainsi, les prestataires sélectionnés auront pour mission de proposer des approches innovantes, fondées sur une compréhension fine des réalités locales et régionales, des dynamiques communautaires. Ils devront, à travers leurs analyses, contribuer à l'amélioration de la gouvernance de la sécurité humaine, à la valorisation des initiatives locales de résilience et à la mise en cohérence des interventions nationales et régionales.

En lançant cet appel d'offres, l'AILCT réaffirme son engagement à placer la recherche stratégique au cœur des politiques publiques de sécurité et de développement. Le présent avis s'inscrit ainsi dans une dynamique de production de connaissances opérationnelles au service de la stabilité, de la cohésion sociale et de la paix durable en Afrique de l'Ouest.

2. DECOUPAGE EN LOTS

NOTE DE REFERENCE LOT 1 –

TITRE : L'EXPERIENCE DES POLITIQUES DE DERADICALISATION EN AFRIQUE : SUCCES, ECHECS, DOUTES ET PERSPECTIVES.

Les politiques de déradicalisation et de réintégration des ex-combattants terroristes ou des personnes influencées par des idéologies extrémistes constituent aujourd'hui un défi majeur pour de nombreux États africains. En Afrique de l'Ouest et au Sahel, plusieurs initiatives - souvent inspirées de modèles étrangers - ont été mises en œuvre au cours des dix dernières années, avec des résultats contrastés. Certaines ont permis la réinsertion progressive d'anciens affiliés, tandis que d'autres ont suscité des controverses ou montré leurs limites.

Ce premier lot vise à conduire une analyse comparative approfondie des expériences africaines, en vue d'identifier les facteurs de réussite, les écueils récurrents et les zones d'incertitude entourant les politiques de déradicalisation.

Objectifs spécifiques

- Dresser une cartographie critique des programmes de déradicalisation et de réintégration existante dans les zones sahéliennes, ouest-africaines et d'Afrique centrale ;
- Identifier les modèles institutionnels (sécuritaires, communautaires, religieux, éducatifs) ayant démontré une efficacité relative ;
- Évaluer les conditions sociopolitiques de leur réussite ou de leur échec ;
- Proposer un cadre d'adaptation contextualisé pour les besoins spécifiques de l'AILCT et de ses partenaires étatiques.

L'étude devra aboutir à des recommandations concrètes pour le développement d'un modèle africain de déradicalisation, fondé sur les réalités sociales, culturelles et institutionnelles locales.

NOTE DE REFERENCE LOT 2 –

TITRE : JEUNES GARÇONS ET FILLES DANS LES ZONES SOUS INFLUENCE JIHADISTE : ENJEUX D'EMBRIGADEMENT ET DE PROTECTION.

Dans de nombreux territoires affectés par l'insécurité ou sous influence jihadiste, les jeunes - garçons et filles - sont au cœur des dynamiques d'embrigadement. Leur vulnérabilité tient autant à la précarité économique et sociale qu'aux représentations identitaires, religieuses et communautaires exploitées par les groupes armés. Les filles, souvent reléguées au second plan dans les analyses, subissent des formes spécifiques de coercition, d'exploitation et de violence.

Ce deuxième lot ambitionne d'examiner en profondeur les mécanismes différenciés d'exposition et d'adhésion à la mouvance extrémiste selon le genre, l'âge, le niveau d'éducation, le statut économique ou la mobilité géographique.

Objectifs spécifiques

- Analyser les facteurs de vulnérabilité et de basculement des jeunes, en distinguant les dimensions structurelles (pauvreté, chômage, marginalisation) des facteurs symboliques (religion, appartenance, reconnaissance sociale) ;
- Identifier les logiques genrées de recrutement, d'endoctrinement et d'utilisation des jeunes par les groupes jihadistes ;
- Évaluer les réponses institutionnelles, communautaires et associatives mises en place pour prévenir ou atténuer ces risques ;
- Formuler des mesures de prévention et de protection adaptées aux différents contextes nationaux et transfrontaliers.

Cette étude devra produire une analyse nuancée et équilibrée, intégrant les dimensions psychologiques, sociales, religieuses et économiques, et débouchant sur des stratégies concrètes de protection des jeunes et de renforcement de la résilience communautaire.

NOTE DE REFERENCE LOT 3

TITRE : PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DU TERRORISME ET PROBLEMATIQUE D'INSERTION DES DEPLACES.

Les attaques terroristes et les violences extrémistes en Afrique de l'Ouest ont provoqué, ces dernières années, des pertes humaines considérables, des déplacements massifs et des traumatismes profonds au sein des communautés. La prise en charge des victimes - qu'elles soient directes ou indirectes - ainsi que la réinsertion socio-économique des déplacés représentent désormais des priorités majeures pour la stabilité et la cohésion sociale.

Cependant, les mécanismes d'appui existants demeurent fragmentés, souvent concentrés sur l'urgence humanitaire, sans déboucher sur une véritable stratégie d'intégration durable. Ce troisième lot vise donc à documenter, évaluer et modéliser les pratiques de soutien aux victimes et aux déplacés du fait du terrorisme.

Objectifs spécifiques

- Identifier et évaluer les mécanismes nationaux et régionaux de prise en charge (psychosociale, économique, juridique, sécuritaire) des victimes du terrorisme et des déplacés internes ;
- Examiner les limites institutionnelles actuelles en matière d'accompagnement et de réinsertion ;
- Proposer un schéma d'insertion durable, articulant les dimensions sociales, économiques et sécuritaires, et tenant compte des dynamiques communautaires locales ;
- Formuler des recommandations de coordination entre acteurs étatiques, humanitaires et communautaires pour une meilleure complémentarité des interventions.

L'étude devra aboutir à la conception d'un modèle intégré de réhabilitation et de réinsertion, susceptible d'être reproduit et adapté dans différents contextes ouest-africains.

⚠ NB : Dispositions particulières : L'Institut de Recherche Stratégique ne pourra attribuer qu'un seul lot à un même soumissionnaire.

3. DUREE ET ZONE D'EXECUTION

Chaque étude confiée dans le cadre du présent appel d'offres sera exécuté sur une durée totale de cinq (05) mois, couvrant l'ensemble du processus méthodologique, depuis la phase de cadrage initial jusqu'à la validation des résultats finaux. Cette période inclut les étapes successives de :

- Préparation scientifique et logistique (revue documentaire, élaboration des outils de collecte, planification des entretiens et missions de terrain) ;
- Collecte et traitement des données quantitatives et qualitatives sur le terrain ;
- Analyse, rédaction des rapports intermédiaires et restitution des résultats ;
- Validation technique et institutionnelle sous la supervision de l'Institut de Recherche Stratégique de l'AILCT.

La durée de cinq mois est considérée comme un délai contractuel ferme, garantissant la rigueur scientifique tout en assurant la réactivité nécessaire à la prise de décision stratégique. Les prestataires devront, à ce titre :

- Proposer un chronogramme détaillé et réaliste, précisant les séquences d'activités, les responsabilités au sein de l'équipe et les jalons de production des livrables.
- Sur le plan géographique, les travaux s'étendront à l'ensemble de la région Afrique de l'Ouest, espace caractérisé par des dynamiques complexes d'insécurité, de mobilité et de recomposition sociale.
- Les études devront intégrer la diversité des contextes nationaux tout en valorisant une approche comparative régionale.
- Les zones à forte exposition aux dynamiques d'extrémisme violent (notamment les régions frontalières du Sahel occidental et central, les espaces de transit transfrontalier et les zones de repli communautaire) feront l'objet d'une attention prioritaire.
- Les missions de terrain pourront se dérouler, selon les besoins méthodologiques, en Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Mali, Niger, Ghana, Togo, Bénin, ou dans tout autre pays jugé pertinent pour la compréhension des phénomènes étudiés et la collecte des données.
- Chaque équipe sélectionnée devra veiller à articuler les niveaux d'analyse local, national et régional, de manière à faire ressortir les interconnexions entre les contextes de vulnérabilité et les réponses institutionnelles existantes.

L'AILCT encourage, à cet effet, une démarche intégrée combinant observation de terrain, concertation avec les parties prenantes locales et exploitation de données secondaires régionales, afin de garantir la validité et la portée stratégique des résultats produits.

4. CONDITIONS DE PARTICIPATION

4.1. Dispositions générales

Le présent appel d'offres est ouvert à tous les cabinets d'études, bureaux de recherche, consortiums ou équipes de consultants indépendants légalement constitués, disposant d'une expérience avérée dans la conduite d'études stratégiques, politiques, sociales ou sécuritaires en Afrique.

Chaque candidat doit justifier d'une existence légale reconnue (registre de commerce, agrément professionnel ou toute autre pièce équivalente) et d'une expérience d'au moins cinq (05) ans dans la réalisation d'études ou d'évaluations de programmes à dimension régionale.

L'AILCT attache une importance particulière à la pluridisciplinarité, à la mixité des profils et à la complémentarité des expertises au sein de chaque équipe. Chaque soumission devra donc clairement identifier le chef de mission, les experts thématiques, ainsi que les assistants de recherche ou collaborateurs locaux.

La composition d'une ou des équipes intégrant des chercheurs femmes, des experts locaux ou des partenaires institutionnels africains sont fortement encouragée, conformément aux principes d'équité et d'appropriation régionale promus par l'AILCT.

4.2. Conditions spécifiques au Lot 1

Les soumissionnaires pour ce lot doivent démontrer une maîtrise approfondie des dynamiques institutionnelles et politiques de la déradicalisation sur le continent africain. Le cabinet ou l'équipe retenue devra allier compétence scientifique, expérience de terrain et capacité d'analyse critique des politiques publiques.

L'équipe devra être dirigée par **un chef de mission de haut niveau**, titulaire d'un doctorat en science politique, relations internationales ou sécurité, disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) à dix (10) ans dans l'analyse stratégique ou l'évaluation des politiques publiques de sécurité. Il devra justifier de publications, de missions ou de collaborations antérieures portant sur la déradicalisation (ABE), la réintégration ou la gouvernance post-conflit.

Aux côtés du chef de mission, l'équipe devra comprendre :

- **Un expert en déradicalisation et réinsertion communautaire**, ayant conduit des projets ou des études de terrain en Afrique de l'Ouest ou au Sahel. Cet expert devra posséder une formation supérieure (au minimum un master) en sécurité, psychologie ou sociologie, et une expérience opérationnelle d'au moins cinq (05) ans dans la conception ou l'évaluation de programmes de déradicalisation.

- **Un sociologue ou anthropologue**, spécialiste des dynamiques religieuses, culturelles et communautaires, capable d'analyser les logiques d'adhésion idéologique et les conditions sociales du désengagement.
- **Un juriste ou politologue**, spécialisé en droit international, droits humains ou politiques publiques de sécurité, chargé d'examiner les cadres institutionnels et normatifs des dispositifs étudiés.
- **Un coordinateur logistique ou assistant de recherche** régional, responsable du suivi des missions de terrain, de la collecte documentaire et de la liaison avec les partenaires locaux.

L'ensemble de l'équipe devra démontrer une parfaite capacité d'analyse transversale, un haut niveau d'intégrité scientifique et la capacité à produire des rapports analytiques et prescriptifs destinés à l'orientation stratégique des politiques publiques africaines.

4.3. Conditions spécifiques au Lot 2

Le soumissionnaire pour ce lot devra présenter une expertise confirmée en sciences sociales, en psychologie communautaire et en études de genre, associée à une bonne connaissance des contextes sahéliens et ouest-africains.

L'équipe proposée devra être en mesure d'aborder la question de l'embrigadement des jeunes dans sa complexité sociale, identitaire et émotionnelle, en mobilisant à la fois des approches sociologiques, éducatives et culturelles.

L'équipe sera dirigée par **un chef de mission ayant une formation supérieure** (doctorat ou équivalent) en sociologie, anthropologie, psychologie sociale ou sciences de l'éducation, avec une expérience d'au moins quatre (04) à huit (08) ans dans la recherche sur la jeunesse, le genre ou la prévention de l'extrémisme violent. Il assurera la coordination scientifique, la supervision des chercheurs associés et la validation méthodologique de l'étude.

Le chef de mission sera accompagné de :

- **Un expert en genre et inclusion sociale**, titulaire d'un master ou d'un doctorat, ayant travaillé sur les questions d'égalité, de protection et de participation des jeunes femmes dans les zones de conflit. Cet expert analysera les différences d'exposition et d'expérience entre garçons et filles face aux discours jihadistes.
- **Un psychologue communautaire ou spécialiste en santé mentale et résilience**, ayant conduit des interventions ou études dans des contextes de crise ou de traumatisme collectif. Il sera chargé de l'analyse psychosociale des mécanismes d'embrigadement, du désengagement et de la reconstruction identitaire.

- **Un spécialiste en communication sociale ou en mobilisation communautaire**, capable d'évaluer le rôle des leaders d'opinion, des réseaux sociaux et des acteurs éducatifs dans la diffusion ou la prévention de l'idéologie extrémiste.
- **Des enquêteurs ou assistants de terrain issus des zones concernées**, sélectionnés pour leur connaissance du contexte local, de la langue et des dynamiques communautaires, et formés aux méthodes d'enquête participatives et éthiques.

Cette équipe devra démontrer une forte sensibilité humaine, une capacité d'écoute interculturelle et une méthodologie éthique adaptée aux environnements fragiles et sensibles. La dimension genre et jeunesse devra traverser l'ensemble du processus de recherche, depuis la conception du protocole jusqu'à la formulation des recommandations.

4.4. Conditions spécifiques au Lot 3

Les candidats à ce lot devront justifier d'une expérience significative dans le domaine humanitaire, du relèvement post-crise et de la réinsertion socio-économique. L'étude requiert une approche multidisciplinaire intégrant la psychologie, le développement, la sécurité et la gouvernance sociale. Le cabinet ou l'équipe devra démontrer une capacité à travailler en contexte sensible, à dialoguer avec les autorités nationales, les ONG et les populations affectées.

L'équipe sera dirigée par un **chef de mission diplômé en action humanitaire, développement ou sécurité humaine**, possédant au moins cinq (05) à dix (10) ans d'expérience dans la coordination ou l'évaluation de programmes humanitaires en Afrique de l'Ouest. Il sera garant de la cohérence technique, du respect des principes éthiques et de la qualité du rapport final.

Il sera appuyé par :

- **Un expert en protection et prise en charge psychosociale**, de formation en psychologie, santé publique ou travail social, ayant déjà travaillé avec des victimes de conflit ou des déplacés internes. Il analysera les parcours de réhabilitation, les besoins non couverts et les dispositifs existants d'accompagnement.
- **Un économiste du développement ou spécialiste des moyens de subsistance**, chargé d'évaluer les perspectives d'insertion économique, les politiques de relèvement communautaire et les stratégies d'autonomisation des ménages déplacés.

- **Un juriste ou politologue spécialisé dans les droits des victimes**, la justice transitionnelle ou la gouvernance sécuritaire, chargé d'analyser les cadres nationaux de réparation, d'indemnisation et de réinsertion.
- **Un coordinateur terrain**, responsable de la logistique, de la liaison avec les structures nationales et de la coordination des enquêtes dans les pays d'étude.

Les soumissionnaires devront démontrer une approche intégrée, conciliant rigueur scientifique et compassion humaine, afin de proposer un modèle de prise en charge durable fondé sur la dignité, la justice et la résilience communautaire.

5. CONTENU DES OFFRES

5.1. L'Offre technique

L'offre technique comprendra, au minimum, les éléments suivants :

▪ **Lettre de soumission**

Une lettre officielle adressée au Directeur de l'Institut de Recherche Stratégique de l'AILCT, signée par le représentant dûment habilité du cabinet ou du consortium. Elle doit exprimer l'engagement ferme du soumissionnaire à exécuter la mission conformément aux termes de référence, ainsi que l'acceptation des conditions administratives et contractuelles du présent appel d'offres.

▪ **Note de compréhension du mandat**

Le soumissionnaire doit présenter une analyse claire et argumentée de la problématique, en démontrant sa compréhension des enjeux de sécurité, de résilience et de gouvernance propres à l'Afrique de l'Ouest. Cette note précisera comment les études proposées s'inscrivent dans les priorités régionales de lutte contre l'extrémisme violent et dans les missions de l'AILCT.

Une attention particulière sera accordée à la capacité du prestataire à replacer chaque lot dans un cadre stratégique global, à identifier les lacunes actuelles de connaissance, et à justifier la pertinence de son approche.

▪ **Méthodologie et approche de recherche**

La méthodologie doit être rigoureuse, réaliste et adaptée au contexte sécuritaire et sociopolitique des zones d'étude. Elle précisera :

- les méthodes de collecte de données envisagées (revue documentaire, entretiens, focus groups, observations de terrain, questionnaires, etc.) ;
- les techniques d'analyse qualitative et quantitative qui seront mobilisées ;
- les outils de traitement et de triangulation des données ;
- les modalités de validation scientifique et institutionnelle des résultats.

Le soumissionnaire devra expliciter les principes éthiques encadrant la recherche : consentement des participants, confidentialité, protection des données et sensibilité culturelle. Les études impliquant des victimes, des déplacés ou des communautés vulnérables devront inclure des protocoles clairs de protection psychologique et sociale.

▪ **Organisation du travail et plan de mise en œuvre**

L'offre devra présenter un chronogramme détaillé couvrant l'ensemble des trois mois d'exécution, avec les principales étapes : préparation, collecte, analyse, restitution intermédiaire et validation finale.

Ce plan indiquera :

- la répartition des responsabilités entre les membres de l'équipe,
- les zones géographiques couvertes,
- le calendrier des déplacements et des missions de terrain.

La démonstration d'une coordination efficace entre chercheurs, assistants et partenaires locaux sera considérée comme un indicateur de professionnalisme et de capacité opérationnelle.

▪ **Composition et profils de l'équipe**

Le soumissionnaire devra présenter un organigramme fonctionnel clair, précisant le rôle et la responsabilité de chaque membre. Pour chaque expert, le CV détaillé (avec formation, expérience, publications et références récentes) devra être annexé.

Le dossier indiquera également les langues de travail des membres de l'équipe (français, anglais, langues locales pertinentes) et précisera la répartition géographique des collaborateurs, notamment lorsqu'ils sont basés dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

La qualité et la complémentarité des profils proposés constitueront un critère majeur dans la notation technique.

▪ **Références et expériences antérieures**

Le soumissionnaire présentera un résumé des missions ou études similaires réalisées au cours des cinq dernières années, en précisant pour chacune :

- le titre du projet ou de l'étude ;
- le client ou bailleur ;
- la période de réalisation ;
- le budget approximatif ;
- et les résultats ou livrables produits.

▪ **Livrables proposés**

L'offre devra préciser les livrables prévus, leur forme (rapport narratif, note de politique, présentation PowerPoint, base de données, etc.) et leur calendrier de remise. Chaque lot devra comporter au minimum :

- un rapport de démarrage ou note de cadrage ;
- un rapport intermédiaire d'avancement ;
- un rapport final complet accompagné d'une synthèse exécutive.

Le candidat pourra proposer des produits complémentaires (policy briefs, fiches de recommandations, présentations publiques, webinaires, etc.) pour enrichir la diffusion des résultats.

5.2. L'Offre financière

L'offre financière devra être claire, détaillée et cohérente avec la méthodologie proposée. Elle exprimera les coûts en Francs CFA (FCFA) ou en euro (EUR), selon le choix du soumissionnaire, et présentera la structure budgétaire complète du projet.

▪ **Présentation du budget**

Le budget devra être établi sur la base d'un tableau récapitulatif ventilé par poste de dépense, notamment :

- Honoraires des experts (avec les jours de travail et les taux journaliers correspondants) ;
- Frais de terrain et logistique (transport, hébergement, restauration, sécurité, etc.) ;
- Coûts de collecte et de traitement des données (enquêtes, saisie, transcription, traduction, etc.) ;
- Frais de production des rapports (impression, relecture, traduction, graphisme, diffusion) ;
- Frais administratifs, plafonnés à un pourcentage raisonnable du total (entre 5 % et 10 %).

NB : Toute dépense non justifiée ou disproportionnée pourra entraîner une révision du budget ou une perte de points lors de l'évaluation financière.

▪ **Taux et justification des coûts**

Les honoraires doivent être alignés sur les pratiques standards du marché régional. Le soumissionnaire devra indiquer le nombre exact de jours prévus pour chaque membre de l'équipe et fournir une justification du rapport coût/efficacité.

L'AILCT encouragera les offres compétitives, équilibrant qualité scientifique et optimisation des coûts. Une offre financière anormalement basse ou irréaliste pourra être jugée non conforme.

▪ **Modalités de paiement**

Le paiement sera effectué en plusieurs tranches, conditionné par la validation des livrables :

- 60 % à la signature du contrat ;
- 30 % après validation du rapport intermédiaire ;
- 10 % après remise et validation du rapport final.

Les modalités précises seront précisées dans le contrat signé entre l'AILCT et le prestataire sélectionné.

▪ **Validité de l'offre**

Les soumissionnaires devront préciser la durée de validité de leur offre, laquelle ne saurait être inférieure à soixante (60) jours à compter de la date limite de soumission.

5.3. Conformité et format de présentation

Les offres devront être rédigées en langue française, avec possibilité d'annexer une version anglaise pour les partenaires anglophones. Chaque dossier devra être paginé, signé et accompagné d'une table des matières.

Les documents devront être transmis sous format PDF non modifiable, en un seul fichier compressé (.zip) contenant l'offre technique et financière, ou déposés en version papier sous pli scellé, conformément aux modalités précisées dans la section 8 du présent appel d'offres.

6. GRILLE D'ÉVALUATION DES OFFRES

Le score final sera établi sur 100 points, et seules les offres ayant obtenu au moins 70 points sur 100 lors de l'évaluation technique seront jugées qualifiées pour l'analyse financière.

Critères	Sous-critères	Description et éléments d'appréciation	Barème (100 pts)
1. Compréhension des notes de Référence (TDR)	Pertinence de l'analyse du mandat et du contexte	Évalue la compréhension du mandat, la lecture stratégique du contexte ouest-africain, la cohérence de la problématique et la capacité à reformuler les enjeux en termes de politiques publiques et de sécurité humaine. Les offres démontrant une compréhension intersectorielle (sécurité, gouvernance, résilience) seront valorisées.	15 pts
2. Méthodologie et approche de recherche	Clarté, cohérence, réalisme et faisabilité	Apprécie la pertinence du cadre méthodologique proposé, la qualité des outils de collecte, la pertinence de l'échantillonnage, l'adéquation entre la méthodologie et les objectifs, ainsi que la prise en compte des contraintes logistiques et sécuritaires. Les approches innovantes (mixtes, participatives, comparatives ou numériques) bénéficieront d'une note supérieure.	25 pts
3. Composition et qualité de l'équipe de recherche	Expertise, complémentarité, diversité et engagement	Évalue la compétence académique, l'expérience professionnelle, la complémentarité disciplinaire, la clarté des rôles et la disponibilité réelle des membres de l'équipe. Une attention particulière sera portée à la présence d'un chef de mission de haut niveau.	20 pts
4. Expérience et références du prestataire	Antécédents et réalisations similaires (Attestation de Bonne Exécution)	Analyse la crédibilité du prestataire à travers les études ou programmes similaires réalisés dans les cinq dernières années. L'expérience en matière de prévention de l'extrémisme violent, d'analyse stratégique ou de recherche appliquée en Afrique constitue un avantage distinctif.	15 pts

Critères	Sous-critères	Description et éléments d'appréciation	Barème (100 pts)
5. Offre financière	Pertinence du budget et rapport qualité/prix	Évalue la cohérence entre la méthodologie proposée et la structure budgétaire, la justification des coûts unitaires, la proportion des honoraires par rapport aux dépenses logistiques, et la transparence de la présentation financière. Les offres équilibrées et réalistes seront privilégiées.	15 pts
6. Valeur ajoutée et innovation	Outils, partenariats, diffusion et originalité	Apprécie les éléments supplémentaires proposés par le soumissionnaire : outils numériques d'analyse, partenariat avec des institutions africaines ou locales, stratégie de diffusion (policy briefs, restitutions publiques, webinaires), innovation dans la collecte ou le traitement des données.	10 pts

NB : les offres bénéficieront de points supplémentaires dans les cas suivants :

- Présence d'un chef de mission hautement qualifié (niveau doctoral, expérience de plus de 10 ans dans le domaine concerné, publications ou missions de référence) : +2 points.
- Participation d'experts issus des pays étudiés (consultants nationaux intégrés à l'équipe) : +3 points.

Ces bonifications pourront porter la note totale maximale à 105 points.

7. MODALITES DE DEPOT DES OFFRES

7.1. Transmission électronique

Les candidatures pourront être déposées par voie électronique à l'adresse suivante : **contact@irs-ailct.org**

L'objet du courriel devra être libellé comme suit :

« Appel d'Offres – Études Stratégiques AILCT 2025 – [Nom du soumissionnaire / Lot concerné] »

Les dossiers transmis devront être regroupés en un seul fichier compressé (.zip ou .rar) contenant :

- un document PDF non modifiable pour l'offre technique ;
- un document PDF non modifiable pour l'offre financière.

Chaque fichier devra être clairement identifié par le nom du soumissionnaire et le numéro du lot concerné. Les documents transmis devront être lisibles, signés et datés. Un accusé de réception électronique sera adressé automatiquement à l'expéditeur dès la bonne réception du dossier.

7.2. Dépôt physique

Les soumissionnaires peuvent également déposer leurs dossiers en version papier, sous pli scellé, à l'adresse suivante :

Institut de Recherche Stratégique

Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT)

Bureau de l'AILCT – Plateau, Ministère d'Etat, Ministère de la Défense Côte d'Ivoire

Tel : (225) 0778683130

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8h30 à 15h30.

Le pli devra être scellé, portant lisiblement la mention :

« Appel d'Offres – Études IRS 2025 – [Nom du soumissionnaire / Lot concerné] – Ne pas ouvrir avant la séance officielle d'ouverture. »

Tout dossier remis hors délai, incomplet ou ne respectant pas les présentes conditions de forme sera automatiquement écarté de la procédure sans possibilité de recours.

7.3. Délai et accusé de réception

Le présent appel d'offre est ouvert 6 au 22 novembre 2025 à 17h00 GMT. Passé ce délai, aucun document supplémentaire ne sera accepté.

L'AILCT adressera un accusé de réception nominatif à chaque candidat ayant soumis une offre complète et conforme, précisant la date et l'heure de réception. Les candidats sont invités à conserver cet accusé pour tout échange ultérieur relatif à la procédure.

8. DISPOSITIONS FINALES

La participation au présent appel d'offres implique l'adhésion pleine et entière des soumissionnaires à toutes les dispositions administratives, techniques et contractuelles énoncées dans le document d'appel à concurrence.

L'Institut de Recherche Stratégique de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT) se réserve le droit souverain de :

- Ne pas donner suite au présent appel d'offres si les conditions techniques, budgétaires ou institutionnelles ne le permettent pas ;
- Rejeter toute offre incomplète, non conforme ou jugée insatisfaisante, sans obligation d'en motiver les raisons ;
- Négocier les termes financiers ou techniques des propositions retenues avant la signature définitive du contrat, dans le respect des principes de transparence et d'équité.

Les études commanditées dans le cadre de cet appel d'offres relèvent d'un mandat stratégique de recherche appliquée au service de la sécurité humaine et de la résilience communautaire. À ce titre, les prestataires sélectionnés s'engagent à respecter les principes suivants :

- Confidentialité et éthique de la recherche : toute information collectée, donnée sensible ou témoignage obtenu dans le cadre des missions doit être traitée avec rigueur, respect et confidentialité.
- Propriété intellectuelle : les rapports, données, bases d'information et tout autre produit issu des études demeurent la propriété exclusive de l'AILCT. Aucune diffusion, publication ou reproduction ne pourra être effectuée sans l'accord écrit préalable de l'Institut.
- Neutralité et impartialité scientifique : les conclusions et recommandations doivent être fondées sur les données recueillies et non sur des considérations politiques, idéologiques ou confessionnelles.

- Respect des cadres légaux nationaux et régionaux : les missions de terrain devront être menées conformément aux législations en vigueur dans les pays concernés, et en coordination avec les autorités locales compétentes.

L'AILCT rappelle que la qualité, la pertinence et la fiabilité des résultats attendus sont des éléments essentiels de réussite du processus. À ce titre, les équipes sélectionnées feront l'objet d'un suivi scientifique régulier par le Comité de pilotage de la recherche de l'Institut, jusqu'à la validation finale des rapports.

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats peuvent écrire à : **contact@irs-ailct.org**